

EDITO: ISRAEL VALLEY - LA CHRONIQUE DE ROGER CUKIERMAN. L'euro a-t-il un avenir?

Par Roger Cukierman
Publié le 13 juin 2012

L'euro peut-il survivre ? L'avenir de l'euro est sombre si nos dirigeants ne prennent pas la voie du fédéralisme. La crise grecque s'approfondit et se propage à l'Espagne. La Grèce c'est 2,5 % du PIB de l'euro zone. L'Espagne, 4^e puissance économique de l'euro zone, c'est 13 % du même PIB. L'Espagne risque une explosion sociale avec un chômage élevé qui frôle même les 50 % chez les jeunes. Et l'Espagne appelle l'Europe à lui fournir une aide de 100 milliards d'euros pour sauver son système bancaire ravagé par la crise immobilière. 100 milliards c'est près de 10 % du PIB de l'Espagne.

La situation de la France et de l'Italie n'est pas particulièrement enviable. La France, qui vient d'entrer en croissance négative, produit 1 million d'automobiles de moins qu'il y a dix ans quand les allemands en fabriquent 500.000 de plus. Au cours des dix années passées, les salaires et charges sociales ont augmenté en France de 30%. L'Allemagne a pratiqué la modération salariale et ses salariés partent à la retraite à 67 ans. On voit le résultat.

Nous sommes en France à un niveau record de dépenses publiques : 56 . Qui dit mieux ? Et notre ministre des finances nous annonce qu'on abaissera à 3 notre déficit budgétaire comparé au PIB sans appel à l'austérité. Traduction : les impôts nouveaux y pourvoient. Or des économies on peut en trouver. Tout le monde le sait, tout le monde le dit et depuis longtemps, de l'OCDE, à la Commission européenne, de la Cour des Comptes, à l'Inspection générale des Finances. Nous n'avons plus les moyens d'un tel niveau de protection contre tous les risques de la vie. Cela implique de revoir nos systèmes sociaux, de baisser le nombre de fonctionnaires, et d'adapter l'âge de la retraite à l'espérance de vie. L'écart ne cesse de se creuser avec l'Allemagne d'où la difficulté à sauver l'euro.

Et si l'euro explosait ?

Au mieux pour nous, le nouveau mark vaudrait 2 \$, le nouveau Franc \$ 1,20, la lire 1 \$ et la peseta 70 cents. Nos dettes en seraient mécaniquement augmentées et ce serait le début de difficultés bien plus graves que celles que nous connaissons.

Croire que la disparition de l'euro réglerait tous les problèmes serait une lourde erreur. Ce serait un immense retour en arrière. Au lieu d'être partie intégrante du premier marché économique mondial, nous nous trouverions réduits aux étroites limites de nos frontières dans un monde contrôlé par des géants économiques et politiques.

Veut-on vraiment sauver l'euro ?

C'est la question essentielle. Pour sauver l'euro il faudrait que la France et l'Allemagne déclarent haut et fort qu'elles décident d'avancer dans la voie du fédéralisme européen. Et que

Hollande et Merkel entraînent l'adhésion de leurs peuples et des autres membres de l'euro zone. Cela signifierait que les Allemands acceptent un sacrifice similaire à celui qu'ils ont fait du temps de Helmut Kohl pour intégrer l'Allemagne de l'Est. Cela signifierait que les Français consentent à des abandons de souveraineté au profit des états unis d'Europe dans lesquels on sait d'avance que les Allemands seraient les premiers violons.

Mais, sommes-nous prêts, nous Français, de droite comme de gauche, aux sacrifices immédiats et aux abandons de souveraineté qu'implique une Europe intégrée ? C'est peu probable. Il est vrai que l'euro n'a pas apporté ce que les peuples en attendaient : ni croissance, ni emploi, ni bien-être.

Dans ces conditions, les prochaines réunions vont-elles nous apporter les solutions habituelles du colmatage ?

Oui, sommet après sommet, les gouvernements semblent incapables de faire autre chose que de pratiquer le colmatage et le rafistolage.

Il y aura bien sûr un accord, un accord qui s'ajoutera à tous les accords existants. On confirmera l'esprit de la règle d'or à défaut de sa lettre, c'est-à-dire le respect de la nécessité de comptes nationaux équilibrés.

Et on parlera de relance via l'utilisation accélérée des fonds des institutions européennes. On émettra aussi des emprunts obligataires structurels liés à des projets d'investissement qui apporteraient leur propre rentabilité, par exemple des autoroutes.

Et on promettra de relancer la croissance par des investissements dans la recherche, l'innovation et l'université.

Mais pas d'euro bonds nous dit Madame Merkel qui attend toujours de constater les efforts de ses partenaires avant d'engager l'Allemagne à payer pour les autres.

En attendant ce fédéralisme improbable, vers où va-t-on ?

Nous sommes devant deux échéances importantes : les élections grecques du 17 juin, et la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Mais qui sait ? Si du chaos actuel naissait une avancée, par exemple l'union bancaire souhaitée par la Commission de Bruxelles et par la BCE. Cela aurait l'avantage de nous mettre à l'abri des retraits bancaires massifs tels qu'on les a vus en Grèce. Ce serait surtout un pas vers plus de fédéralisme. En attendant d'autres progrès.

Il n'est pas interdit de rêver !